

***Civil Society in the Muslim World : Contemporary Perspectives***  
*La Société civile dans le Monde Musulman: Perspectives Contemporaines*

Publié par Ameen B. Sajoo  
London & New York: I.B. Tauris en association avec  
The Institute of Ismaili Studies, 2002.

339 pp. ISBN 1 86064 858 4 (HB)

**Guide de Lecture par Fayaz S. Alibhai\***

**Introduction**

Qu'est ce qu'une société civile  
Et pourquoi est-ce devenu un mot à la mode  
à notre époque ?

L'expression n'a pas pris de l'importance seulement après les événements du 11 septembre 2001. Mais plutôt, au milieu des années 80, c'est-à-dire que, bien avant ces événements, les discussions et les débats sur la société civile - imaginée et pratiquée de différentes façons - étaient déjà en cours parmi des citoyens et des communautés à travers le monde musulman.

Avec les événements récents dans le Moyen-Orient, les discussions sur la reconstruction physique, sociale ou sur l'infrastructure économique de l'Irak, ainsi que l'analyse permanente pour savoir si le pays et sa population peuvent faire face efficacement aux défis de la démocratie, font que la notion de société civile a acquis bien plus de prépondérance et de pertinence qu'auparavant.

Dans le contexte de cette recherche d'un gouvernement responsable et d'une politique participative, les problématiques concernant les droits de l'homme, le pluralisme, et l'égalité des sexes sont sur le devant de la scène dans des pays allant de l'Indonésie, au Pakistan, du Tadjikistan à l'Iran, en Turquie, en Egypte et dans les pays du Maghreb.

Celles-ci sont quelques unes des problématiques civiques, des problématiques propres aux individus qui vivent en société, où qu'ils soient établis.

De plus, elles sont particulièrement cruciales pour les sociétés musulmanes parce que la violence politique et certaines de ses réponses menacent d'affaiblir le legs moral des civilisations musulmanes.

Elles compromettent également le rôle que ce legs peut jouer dans le développement plus large d'une culture de la citoyenneté dans laquelle l'autorité de la loi et la dignité individuelle sont respectées ensemble.

\*Education Officer, IIS-ITREB Liaison Department, The Institute of Ismaili Studies, London, March 2003.  
(Révisé en mai 2003). Mes sincères remerciements au Dr. Karim Janmohamed et à M. Kutub Kassam pour avoir corrigé les premiers brouillons de ce guide. Toutes mes erreurs, bien sur, seraient entièrement de ma responsabilité.

Pour empêcher que ne surgisse une tendance parmi ceux qui veulent éviter des problèmes parce que ‘trop abstrait’ ‘trop lointain’ ou ‘pas vraiment approprié’, nous ferions bien de nous rappeler que notre compréhension, et notre engagement envers ces questions, influencent notre réponse intellectuelle, sociale et pratique envers ces interrogations proches de nous.

Quel que soit le lieu de ‘notre foyer’ dans le monde, tolérance, pluralisme, liberté de la parole, et égalité entre les sexes sont, peut être, quelques uns des mots les plus répétés quasi quotidiennement dans les titres des journaux, les discussions à la radio et les débats télévisuels.

### **Revue Rapide**

1. Quelles sont les problématiques civiques ?
2. comment la ‘société civile’ est-elle globalement comprise ?

La société civile est généralement comprise de deux manières. Il y a ceux qui maintiennent que c'est une idée occidentale et séculaire, qui est non pertinente dans les contextes où la religion et les traditions interagissent avec la vie quotidienne. Il y a aussi ceux qui affirment que la société civile et les principales valeurs Islamiques n'ont jamais été et ne sont pas incompatibles; là où il y a la recherche d'une citoyenneté moderne et démocratique, il y a des étincelles qui peuvent en plus la renouveler et l'enrichir.

À quelques exceptions près, la plupart des chapitres de :

*Civil Society in the Muslim World : Contemporary Perspectives (La Société Civile dans le Monde Musulman : Les Perspectives Contemporaines)* proviennent d'articles présentés lors d'une série de conférences intitulées ‘la Société Civile dans

*des Contextes Musulmans Comparés*, d'articles présentés lors d'une série de conférences intitulées ‘la Société Civile dans des Contextes Musulmans Comparés’, accueillie par l'Institut des Etudes Ismaili à Londres de novembre 2000 à octobre 2001.

Le livre publié par Aryn B Sajoo discute de notions à la fois populaires et savantes sur le monde musulman d'aujourd'hui.

Ce livre a reçu la contribution de certains des plus éminents chercheurs dans le domaine, dont :

Shirin Akiner (SOAS, Université de Londres),  
 Mohamed Arkoun (la Sorbonne), Aziz Esmail (l'Institut des Etudes Ismaili),  
 Tair Faradov (Centre International pour la Recherche Sociale,  
 Abdou Filali-Ansary (Institut pour l'Etude des Civilisations Musulmanes),  
 Ersin Kalaycioğlu (Université de Sabanci),  
 Iftikhar Malik (Collège de l'Université de Bath Spa),  
 Ziba Mir-Hosseini de (Université de New York),  
 Olivier Roy (Centre National pour Recherche Scientifique), et  
 Aryn B. Sajoo (l'Institut des Etudes Ismaili).

Ce livre intéressera tous ceux qui sont captivés par la culture et la politique actuelles, la religion, et par les problématiques liées à la modernité liées à la citoyenneté.

### **La structure et le contenu du livre**

Dans son avant-propos, Azim Nanji (l'Institut des Etudes Ismailis) rappelle l'approche adoptée par les auteurs cités ci-dessus, évitant une présentation monolithique de l'Islam et son impact sur les sociétés musulmanes.

C'est le contraire de la tendance actuelle adoptée par les médias, populaires ainsi que par quelques publications universitaires que d'ignorer la diversité des sociétés musulmanes et de peindre à la place un tableau strictement simpliste de l'Islam.

Il affirme que quelques-uns des aspects de la société musulmane « sont incorrectement examinés pour être en accord avec la constructions des cultures civiques » (p. xi), Il rappelle aussi que les expressions de l'extrémisme dans des traditions religieuses sont des tendances historiques qui ne se limitent pas qu'aux musulmans.

Au contraire :

« Il y a de nombreux exemples dans les enseignements musulmans, dans les pensées et dans les expériences qui ont permis des recommandations morales et l'édification d'institutions en tant que support d'une société bonne » (p.xi).

Cette sensibilité fonctionne solidement dans l'histoire de la plupart des civilisations musulmanes.

Dans cette tapisserie, les principes moraux sont exprimés comme des engagements légaux et comme des engagements personnels et sociaux aussi bien dans la vie culturelle que dans la vie intellectuelle.

Nanji poursuit en observant qu'il y a un argument qui prouve que l'éthique interagit avec les valeurs, et de ce fait, quiconque raisonne sur ce qui est exact ou erroné, bon ou mauvais, est en fait moralement engagé.

Quand ces valeurs sont collectives ou deviennent partagées, elles offrent la meilleure base pour une société civile, même quand elles sont :

« soutenues par l'éducation, implantées dans des institutions civiques et publiques fortes, [et] dans un cadre pluraliste » (p. xii). Il finit par se poser la question :

Est-ce que les sociétés Musulmanes peuvent se bâtir dans le cadre et avec l'engagement éthique de leur héritage et réconcilier ces valeurs avec les modèles de gouvernance qui partagent la recherche commune d'un ordre moral pour eux-mêmes et ceux qui vivent parmi eux ? (p.xii).

En d'autres termes, les musulmans peuvent-ils intégrer leur tradition d'engagement à l'éthique et la communauté avec d'autres systèmes de gouvernement, qui cherchent eux-mêmes à distinguer le vrai du faux, et en bénéficier avec les autres dans le contexte d'une vie partagée ?

Dans le premier chapitre du livre intitulé *Introduction : Civic Quests and Bequests*, (Introduction: Recherches Civiques et Legs), Ayn B. Sajoo décrit brièvement comment la langue et le vocabulaire de la société civile est utilisée par des universitaires, les militants des droits de l'homme et du développement, des artistes, des intellectuels, des gouvernements et des agences financières et politiques internationales.

Il déclare que de la manière dont ils sont employé :

« va de la description directe d'institutions et d'associations non gouvernementales considérées comme déterminantes pour soutenir la participation démocratique moderne, aussi bien qu'aux expressions analytiques des valeurs - liberté individuelle, solidarité publique, pluralisme, non-violence que soutiennent une culture civique dynamique » (p.4).

### Revue Rapide

Quels sont les principaux arguments et contre-arguments qui ont été mis en avant pour expliquer l'incohérence de la société civile dans des contextes musulmans ?

Sajoo commence par récapituler certains des arguments qui ont été mis en avant sur l'incompatibilité de la société civile dans les contextes musulmans.

Le chercheur turc Şerif Mardin, par exemple, pense que, alors que la civilité est une idée partagée par différentes civilisations, la société civile qui donne la priorité « à la règle de la loi, aux actions humaines et à l'autonomie de la société et des individus par rapport à l'État » (p. 2), ne l'est pas. « La société civile », Mardin assure, « c'est un rêve occidental, une aspiration historique » (p.1).

En ces termes, la société civile peut être retrouvée dans l'Europe médiévale, mais dans son expression la plus concrète, Mardin, comme la plupart des autres chercheurs, la situe après le Siècle des Lumières où les aspirations économiques, politiques et spirituelles sont vues « en termes de solidarités et libertés *institutionnalisées* » (p.1).

Juxtaposé avec l'idée qu'il est dit que les musulmans aspirent à « un équilibre social créé sous l'égide d'un prince juste » (p. 2), il n'y a qu'un petit pas pour mettre en avant l'idée que dans les sociétés musulmanes, l'autorité charismatique des gouvernants passe avant l'importance d'un cadre légal.

Il est aussi mis en avant que, bien que les sociétés musulmanes dans le contexte présent puissent acquérir des aspects de modernité occidentale (tels que des institutions politiques et économiques démocratiques), cela ne minimise pas le fait que les rêves et les aspirations musulmanes restent différents des rêves et des aspirations occidentales en raison de leurs héritages distincts, que ce soit la 'Mémoire Collective Islamique' ou 'la Société Post-industrielle'.

La citoyenneté efficace, et donc la société civile, est basée sur la liberté individuelle. À ce niveau, on affirme également que ces libertés dans les sociétés musulmanes, quand elles ne sont pas presque éludées, sont en principe, indésirables.

Si c'est réellement le cas, cette société civile est un concept relié aux développements historiques spécifiques des sociétés Nord Atlantiques et Européennes,

Pourquoi, se demande Sajoo,

« une telle promptitude à reconnaître l'aspiration des tchèques, des hongrois, des polonais, des roumains, des Slovaques...des Argentins, des Brésiliens, des Chiliens, des Mexicains... des Coréens du sud, des Vietnamiens, des Chinois, et des Philippins, d'institutionnaliser les cadres légaux, économiques et politiques de la culture civique ? » (p.3).

Il se demande pourquoi les mémoires collectives musulmanes ne sont pas aussi particulières que celles de ceux de l'Ouest et pourquoi elles

« ne peuvent pas se contenter d'un engagement à la civilité dans la vie publique, se calquant sur le legs chrétien bouddhiste, catholique, confucéen orthodoxe ou autre legs de la civilisation ? » (p.3).

D'ailleurs, se demande-t-il, ces legs considèrent-ils la liberté individuelle dans les traditions protestantes de l'Europe du Nord, « sinon, comment peuvent-ils rêver d'une citoyenneté moderne et de son réseau de libertés politiques ? » (p.3).

Sajoo conteste que l'unicité de la mémoire collective de l'Islam ou celles que le Moyen-Orient a édifiées en valeurs musulmanes soit, « en soi, incompatible, ou directement hostile à la société civile moderne », argumentant du fait que ces affirmations « sont fondées sur des prétentions douteuses » (p. 7) à la fois empiriquement et conceptuellement.

En éditant ce livre, Sajoo vise « à définir la dimension et la qualité des réalités plurielles » (p. 8) des sociétés musulmanes, prenant en exemple des républiques nouvellement émergentes de l'Asie Centrale ex-Union Soviétique et du Caucase

**En termes de foi, d'histoire, et de science socio-économique, il devient de plus en plus difficile de justifier des références à l'Islam en termes monolithique**

Il note également qu'aujourd'hui, en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, la Diaspora musulmane

«a les racines démographiques et intellectuelles qui auront un impact sur la nature de l'évolution de la citoyenneté et de la société civile dans ces pays, même si elles affectent les discours émergents de leurs terres ancestrales » (p.8)

Ces questions ne se limitent certainement pas à l'Islam ou aux musulmans.

civile dans les communautés et les sociétés du monde musulman et ailleurs.

Dans un contexte plus large, des idées sur la loi, la raison et la justice, les legs des saintes écritures musulmanes, la pensée et la pratique, ont un bassin potentiel énorme de «ressources riches par leurs expressions de solidarité sociale, du pluralisme et de l'éthique » (p.18).

Dans l'article suivant, *Locating Civil Society*

« la recherche universitaire doit dresser une carte des valeurs démocratiques, de la puissance, de la richesse et des libertés à travers les sociétés et les systèmes de gouvernement si elle veut contribuer d'une manière quelconque à décomposer les barrières idéologiques entre le monde développé et le monde en voie de développement... »

Cependant, comme le démontre Sajoo, nous comprenons à travers ces problématiques, qu'il devient de plus en plus difficile de justifier les références à l'Islam en termes monolithiques, que ce soit en termes de foi, d'histoire ou de conditions socio-économique.

Cette diversité dans l'Islam a souvent été soulignée par Mawlana Hazar Imam.

En effet, lors d'une entrevue avec 'the *Pakistan and Gulf Economist*' à l'occasion du Silver Jubilee en mars 1983, Mawlana Hazar Imam a déclaré :

« ... il y a une grande diversité dans les populations musulmanes du monde ; elles proviennent de milieux ethniques différents, parlent différentes langues, ont des acquis culturels différents, et, à condition que tous ces segments du monde Islamique soient sains, organisés et créateurs, cette diversité est une source de force et non pas une faiblesse ».

L'objectif de ce livre, nous indique Sajoo, n'est pas de dépeindre « la vision complète de la vie civique dans la sphère ou plutôt dans les sphères publiques musulmanes, » (p. 18), mais d'adresser un certain nombre de questions intellectuelles et pratiques qui impactent sur les perspectives de la société

in *Islamic Contexts*, (Localiser la Société Civile dans des Contextes Islamiques), Mohamed Arkoun observe que :

« La société civile est l'un de ces concepts modernes qui est constamment débattu dans les sociétés contemporaines avec la démocratie, l'usage de la loi, les droits de l'homme, la citoyenneté, la justice et le libre échange » ( p. 35).

Il prévient contre le fait de prendre des aspects spécifiques de la culture civique Occidentale et les appliquer comme normes pour des sociétés transitoires musulmanes.

Cette manière d'agir consisterait à enlever le lien entre ces concepts, « [les] couper loin de leurs contextes existentiels, culturels, historiques et intellectuels d'apparition, de genèse et de métamorphose » (p. 35). Ceci est particulièrement le cas si l'actuel processus de raisonnement de ces concepts n'a pas de racines, ou n'a pas de commencement, dans « l'expérience historique qui définit la mémoire collective de chaque groupe social (p.35).

Il met également en garde contre la tendance inverse - qui est de choisir des aspects de la société Occidentale et de les projeter sur un passé Islamique basé sur une lecture

mythique de l'histoire. Il argumente que cette analyse limitée à la structure du pouvoir national et international ne peut que maintenir des barrières idéologiques entre le monde développé et celui en voie de développement.

En conséquence, la recherche universitaire doit s'engager :

« dans la démarche de dresser une carte des valeurs démocratiques, de la puissance, de la richesse et de l'émancipation de la condition humaine dans des différents régimes et des sociétés, incluant les régimes obscurantistes et immobiles » (p. 36-7).

De ce fait, pour Arkoun, sortir de ce cadre de pensée qui obstrue les chemins multiples de la découverte et de la construction des différentes 'vérités', est une condition fondamentale pour créer la société civile. La meilleure manière de le faire se situe « dans un nouveau positionnement de la raison, une imagination plus ouverte, une mémoire collective agrandie - une société civile globale » (p.59).

Aziz Esmail dans le chapitre suivant intitulé *Self, Society, Civility and Islam* (L'Individu, la Société, la Civilité et l'Islam), continue dans la même veine à localiser la poursuite de la vie civique dans les relations des musulmans avec la modernité. Son essai s'intéresse d'abord à l'idée de l'individu, une idée « qui forme le fond et intègre les hypothèses des sociétés démocratiques modernes et libérales » (p.63).

Son deuxième objectif, après avoir noté l'importance de ces idées dans le développement « d'un ordre libéral et civique dans le contexte musulman » (p. 63), est d'illustrer comment elles sont liées à d'autres idées pertinentes de l'Islam.

Esmail argumente que prévoir une société civile qui ne soit qu'Islamique est aussi imprudent que de négliger l'importance du contexte de l'Islam en construisant et en pensant à la société civile. Les valeurs de la diversité, du pluralisme, de la liberté, de la loyauté, etc., ont émergé des traditions historiques.

S'attendre à ce que l'éthique libérale émerge automatiquement par la consolidation des traditions propres et particulières des différentes communautés n'est pas suffisant.

Comme il le démontre, ce « sentiment libéral doit se développer à l'intérieur des identités historiques particulières » (p. 74) et bien qu'il doive dépasser les identités spécifiques, il ne doit pas les affaiblir.

En d'autres termes, comme articulée par Mowlana Hazar Imam dans l'entrevue citée précédemment :

« Ces personnes qui pratiquent la foi de l'Islam dans le monde entier doivent être soutenues à l'intérieur de leur propre contexte c.-à-d. dans leur propre environnement social, économique, démographique et ethnique. C'est ce qui, selon moi, redonnera un futur solide au peuple musulman. »

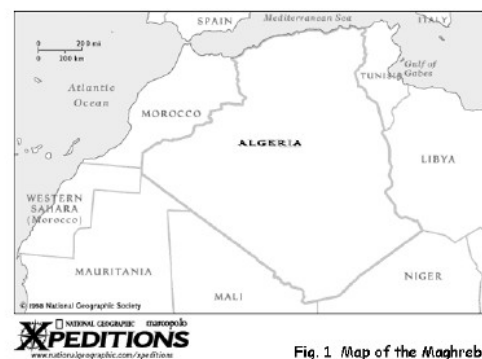


Fig. 1 Map of the Maghreb

**Ce n'est pas assez d'attendre l'émergence automatique d'une éthique libérale comme étant le résultat de la consolidation des traditions propres et particulières des différentes communautés.**

Dans l'un des chapitres suivant sur le Maghreb intitulé, *State, Society and Creed* (l'État, la Société et la Foi), Abdou Filali-Ansary expose quelques développements civiques très spécifiques. Le Maghreb se compose du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie (Fig 1).

La vie civique en Occident est axée sur la limitation de la puissance de l'État. Dans le Maghreb, en raison de la faiblesse de l'État, elle est, par défaut, axée sur le remplissage du vide de la régulation des activités sociales et la fourniture de services sociaux essentiels.

Il déclare que « l'expérience historique du Maghreb peut apporter la lumière nécessaire ... sur les perspectives pour une société civile dans la région, et peut-être même ailleurs » (p.296).

Il peut également aider à défier les chercheurs qui assument que 'l'Islam' est un bloc monolithique en comparaison à un autre concept opposé, évident lors de questions telles que :

« Est ce que l'Islam est compatible avec la modernité ? »

Ou bien « est-ce que l'Islam peut s'adapter à la démocratie ? »

De plus, cette expérience historique peut conduire d'une certaine façon à la remise en cause de « certains des usages courants de la société civile et de clarifier notre entendement » (p. 297), comme cela a été le cas pour Filali-Ansary lui-même.



Fig. 2 Map of Iran

Nous passons maintenant, du Maghreb à l'Iran (Fig. 2). Dans *Debating Women: Gender and the Public Sphere in Post-Revolutionary Iran*, (Débat sur les Femmes : Le Genre et la Sphère Publique dans l'Iran Post Révolutionnaire), Ziba Mir-Hosseini illustre comment la presse, dans un environnement où le choix démocratique est limité, remplace les parties politiques.

Les succès de la presse féminine, en particulier, est un indicateur important du degré de la société civile, car c'est non seulement

un des moyens que les femmes utilisent dans la sphère publique émergente de la République Islamique pour discuter et négocier leurs droits légaux et sociétaux.

Mais cela démontre également « le potentiel des réformes politiques en créant une société démocratique dans le contexte d'une République Islamique » (p. 96).

En effet, les femmes, en critiquant la loi en Iran le font avec des mots qui parlent de l'éthique de l'équité et de l'égalité, dans des termes de la *sharia*.

La *sharia*, là où elle fonctionne, a tendance à dominer la vie publique même si l'éthique sociale a joué un rôle important et durable parmi les musulmans.

**Revue Rapide**  
**Comment la pression faite par les femmes en Iran sert de marqueur pour mesurer la croissance ou le déclin de la société civile dans le pays ?**

Comme Aryn Sajoo l'observe dans son deuxième essai, sur l'éthique dans *Ethics in the Civitas* (L'Éthique dans les Civitas), le libéralisme contemporain sépare les principes moraux des principes civiques, malgré le fait que, la société civile ait été par le passé vu comme « l'édifice moral des relations humaines » (p. 214).

Quand ce libéralisme est appliqué aux contextes musulmans, la société civile est perçue comme un moyen de faire face à des obstacles historiques, idéologiques et religieux graves.

C'est notamment parce que les sphères du séculaire (*dunya*), du sacré (*din*) et de l'État (*dawla*) sont pensées pour être fusionnées, et ce en raison de la notion supposée de la *umma* comme étant une communauté transcendante.

Le discours libéral sur la société civile voit ceci comme une problématique parce qu'il est lui-même basé « sur l'existence d'une sphère publique pluraliste et séculaire dans laquelle l'individu s'associe librement à d'autres en dehors du contrôle de l'État » (p. 214-5).

Sajoo démontre qu'il existe « la nécessité de séparer les institutions de l'État, de la religion et de la société, comme un impératif moderne et partagé, démocratique et éthique » (p. 226) car ceci permettrait pratiquement d'enrichir l'esprit civique de l'Islam.

Il avertit qu'un exercice situant l'existence du civique dans l'éthique n'est pas un produit de remplacement à l'usage de la loi.

Néanmoins, il y a à la fois des raisons stratégiques et morales de le situer là, au moins en ce qui concerne la question de la violence politique, car là où l'État ou la justice sont faibles, il incombe à l'éthique de maintenir l'ordre.

Ceci nous amène au chapitre sur *Prospects for Civil Society in Tajikistan* (Les Perspectives de la Société Civile au Tadjikistan) par Shirin Akiner.

Le Tadjikistan (Fig. 3) a « pendant plus d'un siècle... vécu des bouleversements et des traumatismes incessants » (p. 150). Après l'Indépendance, le pays a plongé dans une guerre civile brutale (1992-1994), le

rétablissement n'ayant commencé que très récemment.

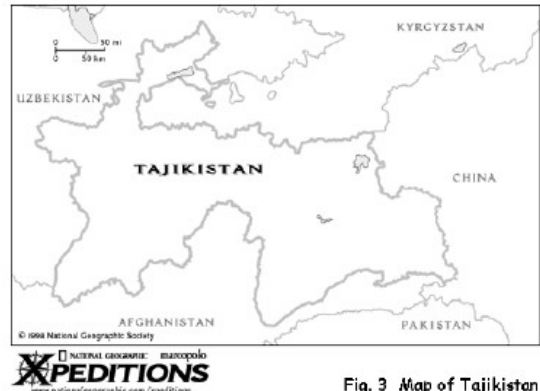


Fig. 3 Map of Tajikistan

L'approche d'Akiner est

« menée par un examen de la situation telle qu'elle est, non pas avec les jugements de valeur ou telle qu'elle devrait être, encore moins avec des recommandations quant à la façon d'atteindre des objectifs particuliers » (p. 150).

Elle commence par donner un bref historique de la nation et de l'État Tadjik, tout en examinant le processus de sa modernisation, de la renaissance Islamique et de la politisation séculaire, jusqu'au début de la guerre civile.

Elle considère alors quelques aspects du Tadjikistan post-conflit et la nature des associations volontaires et informelles existante, avant de mettre en lumière le cas du Gorno-Badakhchan, une région orientale et autonome du Tadjikistan où, entre autres programmes d'aide et de développement au Tadjikistan, les activités du Réseau de Développement Aga Khan (AKDN) « se sont investies dans un programme intégré de développement économique, social, éducatif et culturel » (p. 178).

Elle reconnaît les aspects positifs du programme, notant cependant « qu'il est important de tempérer l'optimisme avec la conscience que certains de ces projets sont encore dans une phase primaire de leur exécution » (p. 181), et jusque là, géographiquement spécifiques.



Dans l'ensemble, elle est simplement optimiste sur les « progrès post conflit de la reconstruction et du développement au Tadjikistan » (p. 186), terminant par une affirmation que « les perspectives aujourd'hui sont beaucoup plus optimistes qu'à un quelconque moment de la décennie passée » (P. 198).

Dans un article similaire intitulé *Soviet Legacies and Western Aid Imperatives in the New Central Asia* « Legs Soviétiques et les Impératifs Occidentaux d'Aide à la Nouvelle Asie centrale », Olivier Roy observe qu'il y a trois notions de société civile qui se sont appliquées dans le cadre de l'Asie Centrale. Chacune a tenue compte de définitions générales ainsi que des aspects spécifiques des états postsoviétique.

La première a été l'idée de

réseaux de citoyens libres, d'associations professionnelles, de syndicats, de parties politiques, de groupes d'intérêt publics qui ont créé un espace politique nécessaire à la construction de la démocratie et à la primauté de la loi (p. 123).

Cette position, prise par les travailleurs, les volontaires humanitaires, les organismes internationaux et leurs filiales en activité dans la région, prône la démocratie, les droits de l'homme et la suprématie de la loi, comme des concepts universels, soutenu par « des citoyens libres qui ne sont liés par aucun lien de corporation ou collectif, et qui adhèrent librement dans des associations pour œuvrer pour le bien commun » (p. 124).

Mais trop souvent, cependant, cette approche est vu par les personnes habitant les environs comme un modèle abstrait et idéalisé, mais surtout comme le produit de processus historiques occidentaux qui ont pris des siècles avant de prendre leur forme actuelle, et qui sont maintenant mis en application de force sur une seule génération.

### Revue rapide Selon Olivier Roy, Quelles sont les trois notions de la société civile appliquées dans le contexte de l'Asie Centrale ?

La deuxième notion traite des réseaux traditionnels de solidarité qui permettent aux personnes soit de résister à l'État, ou bien, de pallier à sa faiblesse ou à sa corruption.

La question ici, pour le dire simplement, «c'est de déterminer jusqu'où il y une "société traditionnelle" en Asie Centrale » (p. 124).

La troisième notion propose une société civile religieuse « dans laquelle une communauté de croyants s'engagent à vivre selon les valeurs et l'éthique de leur foi (dans ce cas-ci, l'Islam) » (p. 124).

Un tel cadre, dit-on, permettrait non seulement la conservation d'une identité et d'une légitimité authentiques, mais pourrait également résister à des influences occidentales.

Roy soutient que c'est la deuxième notion, les réseaux de solidarité du pays, qui tracera le chemin vers le développement d'une société civile moderne.



Fig. 4 Map of Azerbaijan

En effet, tout comme Hazir Imam a fait référence dans son entrevue dans le magazine cité précédemment, Roy, aussi, affirme que :

Bâtir une société civile va être un exercice plus significatif s'il est fixé sur le tissu social existant et en évolution, plutôt que sur des modèles de culture civique perceptuels, abstraits et dérivés d'ailleurs (p.144).

Ce principe est évident dans l'article signé par Tair Faradov intitulé :

Religiosity and civil Culture in Post-Soviet Azerbaijan : a Sociological Perspective.

« Religiosité et Culture Civique dans l'Azerbaïdjan Post soviétique : Une Perspective Sociologique. »

Son objectif principal a été d'identifier les différentes sortes de pratiques religieuses liées à la vie civique actuelle en Azerbaïdjan (Fig 4).

L'enquête de Faradov souligne et informe sur les points suivants :

Quelles sont les principales tendances et particularités du développement des processus religieux dans l'Azerbaïdjan Post Soviétique ?  
Quels facteurs spécifiques conditionnent la tendance à la religiosité croissante parmi les citoyens ?

Comment la religion influence-t-elle la teneur de la vie publique et individuelle ?

L'opinion publique se penche-t-elle davantage vers des préférences séculaires ou religieuses en termes d'organisation sociale ?

Y a-t-il des conditions qui peuvent mener à la politisation de l'Islam à l'avenir ? (p. 194).

Ses résultats indiquent que depuis l'indépendance de l'Union Soviétique, la religiosité est en augmentation dans la société Azerbaïdjanaise.

Pour la plupart des Azéris ordinaires :

«les affinités religieuses semblent impliquer un engagement aux normes et aux coutumes qui guident le comportement quotidien, et fournissent un repère pour des jugements sociaux et personnels. La bigoterie dans le sens plus traditionnel de l'adhérence aux rituels et aux règles, beaucoup moins active

dans des organismes religieux, est sensiblement faible » (p. 211).

Faradov pense que c'est dû en partie au manque de matériel éducatif. De toute façon, un individu dans la société Azerbaïdjanaise «peut exprimer ses deux identités, le plus généralement, mais pas seulement, musulmane, et s'engager aussi dans une variété d'activités communales à but essentiellement religieux (comme la construction de mosquées) » (p.211).

Un phénomène dont l'implication civique inclut clairement un espace grandissant pour l'expression de l'identité de chacun.

Dans l'ensemble, il s'avère que la religion en Azerbaïdjan est largement considérée comme un engagement aussi bien moral et socioculturel que spirituel. En conséquence, l'Islam peut être perçu comme relié au nationalisme mais également au pluralisme, à la tolérance et à l'engagement civique, un phénomène qui a des parallèles avec des tentatives faites par d'autres États, ailleurs en Asie Centrale, mais qui sont, cependant, moins réussies à cet égard.



Fig. 5 Map of Turkey

Le support des Azerbaïdjanais pour une régulation de l'État envers l'activisme religieux semble être ferme par rapport à la protection de la sécurité nationale et de l'appropriation de l'Islam pour réfléchir « l'éthos moderne de la société civile » (p. 212), même si beaucoup de citoyens restent concernés par les tendances autoritaires du gouvernement actuel.

Ce genre de réceptivité à l'occidentalisation peut être vu comme rapprochement progressif vers un Islam sécularisé. En Turquie, (Fig. 5), souvent montrée comme un exemple, la société civile est, comme l'a noté Ersin Kalaycioğlu dans :

*State and Civil Society in Turkey*

“L'État et la société civile en Turquie”

« passée par de graves phases de rechutes et des rebonds rapides » (p.249).

Kalaycioğlu veut évaluer les objectifs suivants :

« Les relations de société entre l'État et le civique dans un environnement culturel où il existe une fissure entre le centre et la périphérie, et un environnement sociopolitique, de changement rapide, d'instabilité et de turbulence » (p. 249).

La Turquie a subi une vague de démocratisation depuis la deuxième guerre mondiale et l'analyse de Kalaycioğlu illustre que la vie associative, le cœur de la société civile, est réelle en Turquie et renferme un choix « d'intérêts sociaux, économiques, culturels, récréatifs et politiques de capacités variables pour organiser et commander des ressources politiques » (p. 259).

Cependant, la participation sociale active, dans ces associations, est plutôt limitée, la plupart des personnes étant plus influencée par des liens religieux, filiaux, locaux, régionaux et économiques.

L'État ne s'oppose pas à ces associations, et dans les faits, il les soutient fréquemment, particulièrement quand elles sont établies en réponse aux besoins publics.

Celles pour qui l'État a peu de sympathie ou de tolérance, comme l'observe cependant Kalaycioğlu, sont les associations qui préconisent « un changement radical du système républicain ou du régime politique » (p. 260).

Par exemple, ces associations comprennent celles qui militent pour un système fédéral, celles qui réclament des droits spéciaux pour

des ethnies particulières ou qui veulent légaliser le fait que « les femmes doivent couvrir leurs têtes d'un *türban* pour des raisons religieuses » (p. 260).

L'État, bien qu'autoritaire, est faible et cela retarde le développement de la société civile, parce qu' « un État faible accroît les ressources et amplifie les capacités de ces associations en ignorant de larges couches de société qu'il ne peut, de toute façon, ni organiser et ni diriger » (p. 261).

En conséquence, seules ces associations « sont considérées être des risques pour la sécurité, et sont sérieusement surveillées, poursuivies ou supprimées. Le reste des associations est laissé à elles-mêmes ou à des engagements coopératifs » (p.261).

Néanmoins, comme l'illustre Kalaycioğlu, avec le cas de la demande des femmes traditionalistes pour le port du foulard, la demande est articulée en des termes modernes basés sur les droits de l'homme, les choses changent.

**Revue rapide**  
**Pourquoi malgré le grand nombre d'organismes civiques en Turquie, la participation active reste plutôt limitée ?**

Les réseaux de solidarité les plus anciens et les plus proches basés sur la confiance et sur la parenté, pourront ainsi trouver de plus nouvelles expressions de la vie associative comme, par exemple, des slogans qui sont basés sur des termes civiques plutôt qu'ethniques.

Les problèmes du bas niveau de la confiance publique, de l'identité- politique, la méfiance de l'État envers les organismes civiques, et la polémique sur le rôle de la religion dans la vie publique, restent le schéma marquant du Pakistan (fig.6) aujourd'hui.

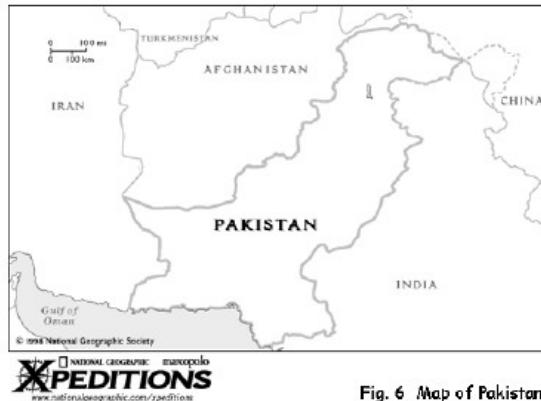


Fig. 6 Map of Pakistan

Tenant compte de la société civile dans le contexte de l'Islam, du sécularisme et du pluralisme en Asie du Sud, Iftikhar Malik dans :

*Between Identity-Politics and Authoritarianism in Pakistan*

« Entre l'Identité-Politique et l'Autoritarisme au Pakistan », explique le cas spécifique du Pakistan, en considérant, entre autres, les réponses faites par des citoyens à des questionnaires formels ou informels :

« en 1997 sur environ cinquante questions délicates sur la nation, à des niveaux domestiques, régionaux et globaux » (p. 285).

Il démontre qu'en dépit des obstacles précités, il apparaît que « les Pakistanais ordinaires voient le futur plus vers une démocratisation et le secteur social favorisé plutôt que de rivalités d'ordre idéologies » (p. 286).

**Revue rapide**  
**Quels sont certains des obstacles**  
**Auxquels doit faire face le Pakistan**  
**pour le développement de la vie**  
**civique ?**

En outre, ils

« restent largement tolérants envers une société encourageant une égalité de droits pour les femmes et les minorités. Et ils semblent avoir que très peu d'animosité vers l'Inde malgré le legs continu de conflits sanglants » (p. 286).

C'est la raison pour laquelle ces réponses sont d'une importance particulière pour les O.N.G. au Pakistan, Malik termine en leur faisant un certain nombre de suggestions qui, il l'espère, amélioreront leur efficacité et leurs perceptions par le grand public.

## Conclusion

Dans tous ces articles, les auteurs analysent de différentes façons de ce qui constitue exactement la société civile et à quel est niveau, d'après les indicateurs présents, elle se trouve actuellement dans les contextes musulmans. Maintes et maintes fois, la mention est faite de la large utilisation du concept, accrue du fait qu'il est utilisé à la fois dans un environnement académique et géographique.

Comme le précise Arkoun, on doit prendre en compte ces différences tout en cherchant simultanément des significations communes :

Sajoo nous rappelle, cependant, que finalement :

« L'idée d'une société civile globale n'est significative que si les citoyens ordinaires des quartiers les moins privilégiés et politiquement marginalisés y participent. Pour le citoyen ordinaire, comme pour la société civile elle-même, il y a un besoin profond de racines ancrées dans le contexte journalier, les rythmes et les résonances, la vie de tous les jours - de la *terra firma* local » (p.26).

### **Suggestions pour de futures lectures**

Les suggestions suivantes constituent un petit échantillon sélectif.

De nombreux autres ouvrages naturellement, peuvent être trouvés dans la bibliographie du livre.

Esposito, John L. and John O. Voll  
*Islam and Democracy*  
New York & Oxford, 1996.

Hann, Chris and Elizabeth Dunn, ed.  
*Civil Society: Challenging Western Models.*  
London and New York, 1996.

Karim, Karim. H  
*Islamic Peril: Media and Global Violence*  
Montreal, 2000.

Mir-Hosseini, Ziba  
*Islam and Gender :  
The Religious Debate in Contemporary Iran.*  
Princeton, NJ, 1999.

Seligman, Adam B.  
*The Idea of Civil Society*  
New York, 1992.

**Réflexions sur la Société Civile : Extraits choisis d'un discours fait par Son Altesse l'Aga Khan lors de la Réunion Annuelle de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, Tachkent, Ouzbékistan, le 5 mai 2003.**

**Qu'est-ce** que j'entends quand je parle des institutions de la société civile ? Dès trois secteurs, du gouvernement, du privé et de la société civile, c'est le plus varié et le moins bien compris. D'ailleurs je ne suis même pas sûr que, même ceux qui travaillent dans ce secteur, le définissent tous de la même manière. Mon but n'est pas d'entrer dans une discussion académique mais de m'assurer seulement que je suis compris. Je préfère penser à la société civile dans le sens le plus large, incluant toutes les sortes d'organismes et d'initiatives. Elle comprend bien plus, par exemple, que celles captée par le terme O.N.G. J'y inclurais, par exemple, des organismes professionnels qui ambitionnent les meilleures pratiques, ou qui servent et contribuent à un secteur vibrant et efficace des affaires, tel que des chambres de commerce, et les associations de comptables, des banquiers, des médecins, des avocats et leurs semblables.

Les organismes de la société civile sont généralement sans but lucratif ou pas, à profit, ou

sans profit, du moins implicitement. Mais ils peuvent, cependant, produire de l'argent par des honoraires ou les services qu'ils fournissent. C'est la source de beaucoup de confusion, dans beaucoup de régions du monde, parce que sans but lucratif est fréquemment confondu avec charitable qui est de donner des services ou de l'assistance aux indigents. La confusion est compréhensible parce que la charité a une longue histoire dans toutes les traditions religieuses, et donne une vraie assistance à tous ceux qui ne sont pas capable de s'assumer. Quelques institutions de société civile devraient et seront toujours impliquées dans la charité. Mais ceux d'un nouveau type existent, procurant des services en échange d'honoraires qui couvriront certains ou tous leurs coûts d'opérations dont les salaires, mais sans produire un bénéfice pour les actionnaires ou les investisseurs.

Peut-être que le terme « non- commercial » serait plus approprié pour véhiculer les principes et l'objectif du fonctionnement de la société civile dans beaucoup de régions du

monde, et serait plus clair que le terme « but non lucratif. ».

Parce que la plupart des institutions de la société civile sont non lucratives les quelques dividendes qu'elles produisent contribuent directement à l'amélioration de la qualité de la vie de leurs bénéficiaires, ces institutions sont confrontés au problème fondamental d'identifier les ressources financières qui les maintiendront ouvertes et leur permettront de se développer.

Au cœur de la problématique se trouve la question suivante : la société civile est-elle rentable ? Si oui, quels critères devraient s'appliquer ? La longue histoire des agences d'AKDN a démontré qu'alors il existe de nombreuses institutions financières et de programmes disponibles pour soutenir l'investissement économique, les institutions à but non lucratif de la société civile font face à la menace permanente d'être systématiquement en dessous de leur budget.

Dans la société civile d'une grande partie du monde en voie de développement, il y a des professions qui sont cruciales à une croissance stable et à la démocratie, mais qui sont systématiquement sous évaluées en termes de salaire et d'opportunités en formation continue.

Les trois professions que je citerais aujourd'hui sont :

les professeurs, les infirmières et les journalistes. Le statut économique de ces trois professions doit être tout simplement corrigé si nous ne voulons pas comme conséquences, la dégradation progressive de l'éducation, la dégradation progressive de la santé, et des médias nationaux qui deviendront incompetents ou ouverts à toutes sortes

de pressions indésirables dont la corruption.

Mais, les coûts additionnels d'une meilleure rémunération à de telles professions s'ajouteront simplement au coût final des produits, les rendant encore plus inaccessibles à ceux qui en ont le plus besoin, les pauvres.

Gouvernements, agences de donateurs et autres ont besoin de faire plus, pour créer un environnement, qui permettra aux institutions de la société

civile d'émerger et de se développer.

La question de base reste, comment améliorer la compréhension mutuelle et

créer les conditions de la confiance et la prévisibilité mutuelle qui permettra aux personnes et aux institutions d'atteindre leur pleine capacité.

Le Pluralisme est l'identification de personnes de milieux et d'intérêts divers, d'organismes avec des projets et des modèles différents et, différentes sortes et de formes d'expression créatrice, tous sont valables et donc méritent la reconnaissance

et l'appui du gouvernement et de la société dans son ensemble. Sans le soutien du pluralisme, la société civile ne fonctionne pas. Le pluralisme est également essentiel pour la paix, un témoignage qui est malheureusement conforté par les conflits armés dans

le contexte des différences culturelles, ethniques, ou religieuses sur presque chaque continent actuellement.

Il est particulièrement important ici, en Asie Centrale, en raison de la démographie de la plupart de ses pays.

**SI** la communauté financière internationale souhaite s'investir dans les problèmes qui se posent au maintien des institutions de la société civile à but non lucratif, quelques objectifs stratégiques devraient être fixés. Le

premier que je proposerais serait de s'assurer que si la société civile s'accroît, qu'elle le fasse de sorte à augmenter l'appréciation publique dans la diversité et pour la plupart des personnes incluses dans une frontière commune,

comme un plus et non pas comme une charge. Les événements de ces dernières années ont démontré dans l'Europe de l'Est, dans la région des Grands Lacs en Afrique, et dans de nombreux pays de l'Asie, y compris

l'Afghanistan et le Tadjikistan, qu'il y a un besoin essentiel pour ces sociétés de se développer de manière à ce que chaque groupe se sente valorisé, respecté, et encouragé à contribuer au développement national.

Je ne pense pas que la plupart des personnes soient nées dans un environnement où la compréhension que le pluralisme est un enrichissement, mais je suis convaincu d'une part que les institutions de la société civile ont un rôle

central à jouer en apportant de la valeur au pluralisme et à ce qu'il comprend. Mais encore, qui découvrira les outils qui permettront au pluralisme de réussir à pénétrer dans la société civile, comme une nécessité vitale pour la vie civilisée de l'avenir ?

---

---

Pour le texte complet de ce discours veuillez vous connecter sur :  
[www.akdn.org/speeches/14\\_tashkent.htm](http://www.akdn.org/speeches/14_tashkent.htm)